



La banlieue côté filles

La campagne
Ni putes ni soumises
a permis de sensibiliser
l'opinion publique à
la révolte des filles des cités
contre le machisme
et les violences sexistes.
Elle suscite aussi
une controverse sur
les risques de stigmatisation
des jeunes et de l'islam.
au nom même de l'égalité
hommes-femmes.

Les 25 et 26 janvier 2002, à la Sorbonne, la Fédération nationale des maisons des potes tient les états-généraux des femmes des quartiers, qui adoptent l'appel national "Ni putes, ni soumises" : *"Oppressées socialement par une société qui nous enferme dans les ghettos où s'accumulent misère et exclusion ; étouffées par le machisme des hommes de nos quartiers qui au nom d'une 'tradition' nient nos droits les plus élémentaires [...] nous, femmes vivant dans les quartiers de banlieues, croyantes ou non, [...] affirmons notre volonté de conquérir nos droits, notre liberté, notre féminité. Nous refusons d'être contraintes au faux choix, d'être soumises au carcan des traditions ou vendre notre corps à la société marchande."*⁽¹⁾

Fadela Amara, militante de SOS Racisme depuis 1986 et présidente de la Fédération, explique le slogan : *"Ni putes, c'est pour répondre aux mecs des banlieues qui répètent sans cesse 'Toutes des putes sauf ma mère'. Ni soumises, c'est pour répondre à une opinion selon laquelle, si nous sommes opprimées, c'est que nous refusons de nous rebeller"*⁽²⁾. Les femmes plus jeunes ne s'identifient pas pour autant comme féministes : *"Un truc de bourgeoises"*⁽³⁾. Elles affirment leur autonomie par rapport à leurs aînées, et une aspiration à *"s'émanciper sans rompre avec leur famille, leur culture"*⁽⁴⁾, elles rejettent les mariages forcés ou arrangés et entendent se réapproprier leur sexualité, au risque de transgresser des tabous comme la virginité avant mariage. D'où leur insistance sur la nécessité d'une éducation civique et sexuelle des filles comme des garçons, pour le respect de la liberté et de l'égalité des sexes.

Avant tout, elles estiment qu'il faut libérer la parole des filles, *"faire exploser l'omerta"*, cette loi du silence qui les terrorise avec leur famille, au point qu'elles se taisent face aux violences subies, par peur des représailles ou du qu'en dira-t-on. Les militantes de Ni putes, ni soumises dénoncent les multiples pressions banalisées dans la vie quotidienne, où il leur faut tout calculer – le trajet, la façon de s'habiller, de parler – pour échapper aux jugements des frères et des familles. Ils exercent un contrôle social, dans la cité, dont l'absence est tant décriée par ailleurs quand il s'agit du suivi familial des garçons.

1)- Voir l'appel national sur *Macite.net*.

2) - *Le Journal du dimanche*, 7 juillet 2002.

3)- *Regards*, mars 2003.
Cette vision a été contestée par les Motivé-e-s de Toulouse, qui ont accueilli la marche des jeunes filles tout en faisant valoir leur propre expérience, marquée par une convergence inédite entre féministes, jeunes des quartiers et diverses composantes de la société civile.

4)- Nacira Guénif, *Le Parisien*, 1^{er} février 2003.

“Contre les ghettos et pour l'égalité”

La mort horrible de Sohane, à Vitry-sur-Seine, va symboliser la spirale infernale des violences faites aux filles des cités. Le 4 octobre 2002, cette fille de dix-sept ans est aspergée d'essence puis brûlée vive dans un local à poubelles par un garçon devant ses amis. Des jeunes de la cité Balzac, qui plaident l'accident, ne semblent guère s'émouvoir devant la gravité des faits, certains manifestant même des signes de solidarité avec le meurtrier présumé. Après le déni de la liberté sexuelle des sœurs et des amies, on minimise des violences

aux conséquences dramatiques. La victime n'existe plus comme être humain. Et tout cela serait “normal”... Cette déshumanisation des rapports hommes-femmes est aussi caractéristique des viols collectifs, les “tournantes”. Avec son livre témoignage, *Dans l'enfer des tournantes*, publié chez Denoël, Samira Bellil, qui a subi trois viols entre 1987 et 1988, pose la question de l'impunité, tout en cherchant à se débarrasser de sa “culpabilité de victime” et à refonder l'espoir sur un dépassement du traumatisme.

La sœur de Sohane, Kahina Benziane, et Samira Bellil, s'expriment désormais régulièrement dans les médias avec une aisance grandissante. De-



© Joël Volton-IMmédia.

Paris, 8 mars 2003.
En tête du défilé
de la journée
internationale des femmes.

nues marraines et hérauts du groupe Ni putes, ni soumises, elle participent au lancement de la Marche des femmes contre les ghettos et pour l'égalité, partie de Vitry le 1^{er} février dernier. Un petit groupe sillonne en caravane plusieurs villes de France, avant de rallier la traditionnelle manifestation parisienne du 8 mars, journée internationale des femmes. 10 000 à 30 000 personnes y défilent, brandissant en très grand nombre des affichettes reprenant le slogan “Ni putes, ni soumises”, à côté de la main jaune de SOS Racisme accompagnée de l'inscription “Touche pas à ma pote”.

Entretemps, les porte-parole du groupe multiplient les prestations médiatiques, preuve s'il en est d'une communication bien rôdée. Elles disposent de solides sponsors, comme la radio Skyrock, et de bonnes entrées dans le milieu du *show-business*. Des artistes s'engagent pour cette nouvelle “cause célèbre”. Parmi eux, la photographe Kate Barry, fille de Jane Birkin, qui a réalisé le visuel de l'affiche de Ni putes, ni soumises, en noir et rose. Kate Barry se dit séduite par Malek Boutih, le président de SOS Racisme, qui a osé remettre en cause “la complaisance de nos dirigeants face à l'insécurité” et une politique où “l'on a acheté une paix sociale à court terme au mépris des principes républicains”, en privilégiant par exemple l'accès des

garçons aux équipements sportifs ou culturels municipaux au détriment des filles. Elle lui est reconnaissante lorsqu'il dénonce les "petits Le Pen de banlieue" et qu'il appelle, avec Fadela Amara, à "se rassembler autour de valeurs communes, celles de la République"⁽⁵⁾. Ostensiblement, on assiste à un glissement sécuritaire du discours. La régression de la situation des jeunes filles est imputée au repli communautaire, à "l'enfermement viriliste" des "barbares des cités", délinquants ou islamistes, désignés comme les principaux responsables de la constitution de ghettos et de l'aggravation des pratiques discriminatoires à l'égard des femmes. Le reste de la société se retrouve ainsi peu ou prou exempté de sa responsabilité dans la production des rapports sociaux de domination.

Nombre de médias n'ont pas fait mystère de leur soutien à cette vision manichéenne. Ainsi, l'émission *Envoyé spécial* sur France 2 a diffusé le 27 février 2003 un reportage quasi promotionnel intitulé "Ni putes, ni soumises". Kahina Benziane, Samira Bellil, Fadela Amara y développent leur message contre des délinquants, caïds ou assassins qui se permettent de "se proclamer rois de la cité et s'arrogent le pouvoir de juger qui est une bonne ou une mauvaise fille". Elles s'en prennent tout à la fois à la culture de l'excuse sociale et aux "prêches fascisants" des "imams autoproclamés" installés en banlieue. Relayant leur dénonciation de l'omerta, le commentaire féminin en voix off surenchérit sur le "silence coupable de tout leur quartier" et assène son verdict : "Repli communautaire, retour à la tradition, le climat n'est pas favorable à l'émancipation des femmes." Les familles sont étrangement absentes et, surtout, les garçons petits ou grands sont présentés comme des machistes impénitents et odieux, des protecteurs pervers ou des faux jetons. Dans un papier sur l'arrivée de la marche à Paris, le journal *Le Monde* conclut lui aussi sur la duplicité perverse des garçons. "Des hommes aussi ont manifesté, parfois des jeunes, toujours en groupe. Yasin vient de Trappes, dans les Yvelines, et reconnaît que 'les meufs connaissent trop de violences'. Sa propre sœur 'a déjà subi des pressions', alors il 'sait qu'il faut plus de respect et que...'. Son copain, qui se caresse un début de moustache, l'interrompt : 'Mate ça, y a de la meuf.' Yasin l'interpelle en arabe, elle tourne le dos : 'Dans une cave, Salope !'"⁽⁶⁾

5)- *Pote à pote*, n° 78, mars 2003. Voir aussi le portrait de Malek Boutih, dans *Le Monde* du 13 juin 2002, où il dit : "Les barbares des cités, il n'y a plus à tergiverser, il faut leur rentrer dedans, taper fort, les vaincre, reprendre le contrôle des territoires qui leur ont été abandonnés par des élus en mal de tranquillité. Et vite."

6)- *Le Monde*, 11 mars 2003.

"Ni machos ni proxos"

"Paraît qu'il y a des mecs bien ? Je demande à voir", lance Samira Bellil dans *Libération*, avant d'affirmer que jamais elle ne s'alliera avec un beur : "Avec toute la terre, d'accord, mais pas avec quelqu'un de ma culture ! C'est soit un religieux, soit une racaille. Tu parles d'un choix."⁽⁷⁾ Du côté des garçons, mais aussi d'une partie des filles, ce qui est vécu comme une double stigmatisation des garçons et de l'islam provoque des réactions indignées. À Asnières, dans les Hauts-de-Seine, les Ni putes, ni soumises sont piégées par la forte médiatisation qu'elles organisent autour d'un débat public dans un lycée. Zouhair Ech-Chetouani, animateur de l'association Le Cran du

7)- Portrait de Samira Bellil, *Libération*, 7 octobre 2002.

quartier Nord, saisit l'occasion pour lancer le collectif Ni machos, ni proxos, afin de porter publiquement la contradiction. Du coup, son initiative bénéficie d'une certaine couverture médiatique. "Ni putes, ni soumises, c'est violent, dit-il au journal *Libération*. *Ma réponse est ironique. On n'est pas des méchants, on ne leur veut pas de mal. Mais les problèmes qu'elles dénoncent sont des cas isolés. Je ne veux pas être mis dans le même sac que deux ou trois connards qui foutent la merde. La banlieue n'a pas le monopole du sexisme.*" Un autre complète : "Ce qui ne va pas, c'est l'amalgame entre jeunes des quartiers et violeurs. Déjà qu'on a l'étiquette du délinquant, ça va quoi, on n'en peut plus !"⁽⁸⁾

8)- *Libération*, 6 mars 2003.

Les médias s'entraînant mutuellement, Zouhair se retrouve à la veille du 8 mars sur le plateau de l'émission *On en parle*, sur LCI, dans un face-à-face avec Loubna Meliani, une des porte-parole de Ni putes, ni soumises. "Je ne dis pas que ce n'est pas la réalité, ça existe, c'est indiscutable, mais le sexisme n'est pas propre aux quartiers. [...] Nous dénonçons nous-mêmes les atrocités comme les viols collectifs, et ce qui s'est passé avec la petite Sohane a beaucoup ému dans les quartiers. Il ne s'agit pas de pratiques courantes, et les quartiers n'ont pas inventé les viols collectifs ! Il faut arrêter de stigmatiser les quartiers et l'islam, de nous faire passer pour des boucs émissaires. On n'est pas tous des mauvais garçons !" S'ensuit un dialogue à tu et à toi, sans concession. Dans cet intéressant moment de télévision, le sociologue Hugues Lagrange, censé apporter un éclairage plus distancié sur la "crise de la masculinité" dans les quartiers et la société en général, semble dépassé par la vigueur de l'échange. Tout au long de l'émission, Loubna répète à Zouhair : "Ne te sens pas visé ! Je ne te juge pas toi, je ne te connais pas. Je veux soulever un problème de société, un quotidien que nous, on vit. Lui réplique : "Votre slogan me fait mal..." Elle l'interrompt : "Parce que je m'appelle Loubna ?" Sous-entendu, "tu reproduis toi aussi un réflexe de paternalisme communautariste". Zouhair s'insurge : "Mais non, je me revendique de la culture urbaine !", et fait état de ses choix de vie personnels, clairement interculturels⁽⁹⁾. Depuis son coup médiatique spontané, Zouhair Ech-Chetouani continue son action avec le collectif Ni machos, ni proxos. Le 5 avril 2003, il organise une rencontre publique dans sa ville avec notamment Michel Kokoreff, sociologue, qui rappelle qu'"une forte hiérarchie sexuelle a toujours caractérisé les familles des milieux populaires [et que] le problème est moins culturel que social"⁽¹⁰⁾.

9)- "Filles des cités : le retour du machisme ?", *On en parle*, émission animée par Valérie Expert, LCI, 7 mars 2003.

10)- *Télérama*, 5 mars 2003. Voir aussi Michel Kokoreff, *La Force des quartiers, de la délinquance à l'engagement politique*, Payot, 2003.

"Ni voile, ni viol" ?

Le collectif a aussi invité Dounia Bouzar. Cette femme de trente-neuf ans, chargée de mission à la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) et présentée par Nicolas Sarkozy pour représenter les jeunes au sein du Conseil français du culte musulman (CFCM), a été une des rares plumes à critiquer ouvertement dans la presse l'instrumentalisation de jeunes filles par ailleurs courageuses.

Dans une tribune publiée dans le journal *Le Monde*, Dounia Bouzar affirme : *“Cela fait longtemps que les musulmans ont bon dos. En les stigmatisant, on ne remet pas la société en cause.”* Elle se refuse *“à lier les analyses concernant la situation des filles issues des quartiers à ce qui se passe dans les pays d’origine”*, et assure que l’on peut être *“français et musulman sans renier l’un pour accéder à l’autre”*⁽¹¹⁾. *“La première liberté d’une démocratie est celle donnée à l’individu de choisir ses références pour se construire librement. Ce droit n’est pas donné aux femmes issues de l’immigration maghrébine et africaine. On continue de penser qu’elles ne peuvent ‘s’intégrer’, ‘se moderniser’, que si elles se défont de toutes leurs références d’origine. [...] On les ramène à une seule alternative : femme arabe musulmane soumise ou femme athée dite occidentalisée. On part du principe qu’elles doivent choisir un modèle ou un autre.”* Paradoxalement, cette attitude bâillonne *“celles qui dénoncent, au nom de l’islam, les injustices pratiquées au nom de l’islam [et] un islam préfabriqué, modelé autour des besoins masculins”*. Dounia Bouzar estime enfin que SOS Racisme et le mouvement Ni putes, ni soumises véhiculent *“l’idée selon laquelle l’islam est porteur de valeurs contraires à la République”*⁽¹²⁾.

Dans ce contexte, on ne s’étonnera pas de la réapparition de l’affaire du foulard dans le débat public au lendemain du 8 mars. Déjà, dans le défilé, l’indicible slogan *“Ni voile, ni viol”*, porté sur quelques pancartes, subrepticement mentionné dans les comptes rendus de presse mais déjà banalisé par un dessin du caricaturiste Pessin dans *Le Monde* le 25 octobre 2002, a donné le ton : le voile est ainsi amalgamé au viol, c’est-à-dire mis en parallèle avec un crime contre la dignité humaine. Le 13 mars, la majorité des enseignants du lycée La Martinière de Lyon se mettent en grève contre la présence d’une élève de seconde qui, par souci du compromis, porte un bandana rose en guise de voile. Certains d’entre eux soutiennent une proposition de loi du député UMP Jacques Myard visant à interdire le voile à l’école. Le ministre de l’Éducation nationale Luc Ferry se prononce *“à titre personnel”* pour cette interdiction, et s’alarme du développement du communautarisme et des menaces contre la laïcité dans les enceintes scolaires⁽¹³⁾. Le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, interrogé sur France 3 pour savoir s’il souhaitait interdire le foulard dans l’exercice des services publics, a répondu *“absolument, absolument”*⁽¹⁴⁾. Quitte à contourner le fameux avis du Conseil d’État du 27 novembre 1989 qui, tout en proscrivant toute forme de prosélytisme, stipule que le port du voile *“n’est pas lui-même incompatible avec la laïcité”*, *Le Figaro* suggère ainsi que le gouvernement *“peut aussi interdire le port du voile dès à présent, en le considérant non comme un symbole religieux, mais comme une atteinte à la mixité et à la liberté des femmes”*⁽¹⁵⁾.

11)- *Le Monde*, 12 mars 2003.

12)- “Non à l’islam-prétexte”, *Le Monde*, 9-10 mars 2003.

Les engagements du gouvernement

Parmi les propositions émises à Maignon au terme de la Marche des femmes contre les ghettos et pour l’égalité, le gouvernement s’est engagé : à soutenir la publication d’un guide de l’éducation au respect de l’autre, écrit par les filles avec l’appui de l’Éducation nationale ; à créer des cellules spéciales dans les commissariats pour accueillir des filles victimes de violences et les soutenir psychologiquement, des points-écoute en banlieue, et des structures d’hébergement d’urgence pour les filles en situation de rupture familiale.

13)- *Le Figaro*, 20 mars 2003.

14)- *France Europe Express*, France 3, 3 avril 2003

15)- *Le Figaro* du 5 au 6 avril 2003.